

L'Allemagne va construire de nouvelles centrales à gaz

Berlin a obtenu l'aval de Bruxelles pour ces projets destinés à compenser les périodes de faible production des énergies renouvelables

BERLIN - correspondance

Quinze ans après l'accident de la centrale de Fukushima, au Japon, qui avait confirmé la sortie définitive du nucléaire du pays, l'Allemagne continue de se disputer sur les questions énergétiques. En témoigne la déclaration du chancelier, Friedrich Merz, le 15 janvier : « *L'abandon du nucléaire a été une erreur stratégique grave.* » Il a affirmé que cette décision avait conduit à « *la transition énergétique la plus chère du monde* », brocardant l'une des décisions emblématiques d'Angela Merkel, chancelière de 2005 à 2021.

La sortie n'a pourtant pas suscité la réaction émotionnelle qui aurait été attendue dans les an-

nées 2010, signe que le débat s'est déplacé : moins idéologique, il est plus centré sur les coûts et la sécurité d'approvisionnement, le retour au nucléaire restant peu probable. De nombreux économistes de l'énergie estiment que la décision politique de sortir de manière concomitante de l'atome et du charbon a fragilisé la sécurité des approvisionnements énergétiques du pays. Elle a aussi contribué à maintenir des prix élevés dans un pays très industrialisé et à renforcer la dépendance au gaz russe jusqu'en 2022.

Quant aux énergies renouvelables, qui couvrent désormais plus de la moitié de la consommation d'électricité outre-Rhin, elles nécessitent de nouvelles capacités de production pouvant compen-

ser les *Dunkelflaute*, littéralement des périodes de « calme sombre », où le vent ne souffle pas et le soleil ne brille pas, qui peuvent durer plusieurs jours, généralement en hiver, quand la consommation est la plus élevée. Des phases durant lesquelles le pays doit recourir aux importations d'électricité et aux centrales thermiques, souvent à des prix élevés.

Une solution de sécurité

Mi-janvier, Berlin a donc annoncé avoir obtenu l'accord de la Commission européenne pour construire 12 gigawatts (GW) de capacités « pilotables » supplémentaires, qui pourraient être couverts à hauteur de 10 GW par des centrales à gaz – compatibles à l'hydrogène –, le reste par des batteries. Ce

plan de développement, conçu en grande partie par le précédent gouvernement, devrait se concrétiser dans les mois prochains avec la publication de plusieurs appels d'offres. Les centrales à gaz, rapides à faire démarrer en cas de besoin, sont considérées comme un bon contrepoint des renouvelables, même si elles impliquent une dépendance accrue aux importations de gaz fossile, notamment des États-Unis. Berlin assume ce choix comme une solution transitoire de sécurité, en attendant un éventuel basculement vers l'hydrogène. Les batteries de stockage, dont le coût a fortement baissé ces dernières années, sont également appelées à jouer un rôle important dans la gestion à court terme des variations de la production.

« *On est revenus en Allemagne à une approche plus pragmatique et réaliste, dans un débat qui s'est longtemps focalisé uniquement sur des objectifs politiques, souvent accompagnés de subventions importantes. D'un côté, on assiste à une réévaluation des besoins en électricité, qui sont moins importants que prévu, et de l'autre, à une analyse des meilleures stratégies industrielles pour y parvenir à un coût raisonnable* », explique Andreas Löschel, professeur d'économie environnementale à l'université de la Ruhr et président de la commission indépendante de surveillance de la transition énergétique, qui a remis son rapport au ministère de l'économie en décembre 2025. « *Sur les batteries, on observe aujourd'hui une véritable*

dynamique de marché avec des projets concrets et des modèles économiques viables », poursuit M. Löschel. Au contraire, l'hydrogène bas carbone, obtenu par électrolyse à partir des renouvelables, peine à décoller en dépit des annonces politiques, en raison de son manque de rentabilité.

Reste une équation délicate : atteindre la neutralité carbone en 2045, l'objectif de Berlin, tout en contenant les coûts et en sécurisant l'approvisionnement. Pour M. Löschel, cet objectif demeure « *très ambitieux* » et impose désormais des arbitrages difficiles sur le rythme de déploiement, le dimensionnement des infrastructures et le rôle des technologies de capture du CO₂. ■

C. BT.